



Syrie : Le scénario à la libyenne ne se répétera pas !

Un entretien avec le Général Amin Hoteit

Par [Amin Hoteit](#)

Mondialisation.ca, 24 avril 2012

aljourhouria.com 24 avril 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe», SYRIE](#)



L'expert en stratégie militaire et Général de brigade à la retraite, Amin Hoteit, a confirmé que « la Syrie est sortie victorieuse d'une étape de l'agression dirigée contre elle », soulignant « que les USA ont subi un échec stratégique dans la région et particulièrement en Syrie ». Il a considéré « que le front constitué par la Syrie, l'Iran, la Chine et la Russie est solide et a été en mesure d'imposer un nouvel équilibre des forces ». Il a aussi expliqué que « dans son essence, la mission de l'émissaire de l'ONU, Mr Kofi Annan, est dans l'intérêt de l'État et du gouvernement syriens » ; insistant sur le fait que le scénario à la libyenne ne se répétera pas, quelles que soient les circonstances. Voici le texte de l'entretien :

L'arrêt des combats est considéré comme le point essentiel de la mission Annan et le prélude d'une solution pacifique de la crise syrienne, qu'est-ce qui empêche le respect du cessez-le-feu ?

Pour bien comprendre ce que signifient le cessez-le-feu, la cessation des opérations militaires et l'arrêt des combats, il nous faudrait commencer par comprendre certaines vérités. L'État syrien n'a d'aucune façon accepté l'existence de lignes de front qui le sépareraient des groupes armés. Lorsqu'il a consenti à la cessation des opérations militaires et au cessez-le-feu, il est parti du principe contenu dans l'Initiative de Mr Kofi Annan, puis dans la déclaration présidentielle, puis dans la résolution 2042 du Conseil de sécurité ; principe qui stipule qu'en Syrie existent un État souverain et un gouvernement légitime, non un litige sur la souveraineté entre deux camps : la souveraineté est celle de l'État et du gouvernement actuel, tous deux reconnus, même si certains n'en apprécient pas l'existence. De ce fait, l'État syrien a considéré que la cessation des opérations militaires

signifiait d'abord l'arrêt de l'exploitation de la violence par les groupes armés ; et ensuite, un dialogue national organisé qui amènerait nécessairement à déposer les armes. En d'autres termes, le cessez-le-feu implique que les groupes armés doivent s'abstenir de toute action violente et de tout usage de la force contre les autorités et le peuple. Dès lors, « observer » ces deux conditions implique de prêter l'attention à qui fait en sorte de susciter la violence de l'autre, et à qui agit en dehors de ses prérogatives et de son autorité constitutionnelle, politique et souveraine. Autrement dit ; d'une part, l'État n'abandonne pas son droit à assurer et à maintenir la sécurité ; d'autre part, les groupes armés, dans le cadre du cessez-le-feu, ne sont pas autorisés à le rompre. Par conséquent et à notre avis, outrepasser la loi toute personne qui travaille contre le retour au calme et le maintien de la sécurité et qui a recours à la force et à la violence pour accéder au pouvoir, ou créer un fait accompli portant atteinte à la souveraineté de l'État.

De ce que vous dites, devons-nous comprendre que ce sont toujours les groupes armés qui ont tiré les premiers ?

Nous suivons le cours des événements en Syrie de très près, et nous sommes désormais habitués à un réseau de médias terrifiant et sans précédent dans l'Histoire. Nous nous sommes habitués à ce que l'information soit gonflée, tronquée, voire inventée de toutes pièces avec fabrication d'événements totalement étrangers à la réalité du terrain ; la falsification étant poussée jusqu'à un degré jamais atteint avant la crise syrienne. A ceux qui prétendent que c'est l'Etat qui viole le cessez-le-feu, nous répondons : quel est son intérêt à ce faire, puisque l'Initiative Annan lui offre ce qu'il a essentiellement exigé ? N'a-t-elle pas consacré sa souveraineté et invité à un dialogue national auquel ce même État a appelé dans le but d'avancer dans les réformes ? L'État syrien après avoir accepté une Initiative qui sert ses intérêts et ses objectifs serait fou au point de la faire avorter en violant le cessez-le-feu ? Partant du fait que la Syrie, l'Iran, la Chine et la Russie sont dans le camp qui soutient cette Initiative, notre réponse aux allégations mensongères se fonde sur la logique de la situation, non sur les média-mensonges qui ont beaucoup fait souffrir les syriens.

Pensez-vous que les premiers observateurs onusiens arrivés en Syrie pourraient préparer à une ingérence internationale plus poussée ? Et qu'en serait-il de la souveraineté si tel était le cas ?

C'est là une question très importante. Nous distinguons entre les motivations et les objectifs du camp concerné par l'essence de la mission Annan, et ceux du camp adverse. Le premier [c'est-à-dire le camp de la Syrie, l'Iran, la Russie et la Chine] voit dans l'Initiative le chemin vers la solution pacifique et la restauration des capacités, de la stabilité, et de la sécurité de L'État syrien. Le second y voit une trêve qui lui permettrait de reprendre son souffle avant de se réorganiser et de lancer une nouvelle agression. Je considère que la Syrie est sortie victorieuse de l'une des étapes de cette confrontation, mais la guerre n'est pas finie. La Syrie a gagné cette étape, mais le camp adverse n'a pas déposé les armes. C'est pourquoi le regard porté sur les observateurs varie en fonction de l'observateur. Le premier camp considère que les observateurs sont autant d'yeux destinés à constater les exactions commises par les groupes armés qui, selon la logique de la souveraineté de l'Etat, n'ont pas le droit à la détention des armes. Le camp adverse dirigé par Washington voit dans les observateurs une tâche d'huile qui pourrait s'étendre pour mordre, peu à peu, sur la souveraineté syrienne. C'est à partir de là que nous pouvons faire le lien avec le fait que le gouvernement des USA, à peine deux jours après l'arrivée des observateurs en Syrie, a suggéré à Kofi Annan de réclamer un avion pour qu'il puisse à son tour réclamer l'aéroport

de kleiat au Liban, disposer de cet avion, et s'en servir pour exagérer l'événement. Ainsi nous pouvons dire que pour la Syrie et son camp, les observateurs sont un chemin vers la paix et la sécurité ; alors que pour le camp de Washington, ils sont la tâche d'huile destinée à saper la souveraineté syrienne nécessaire à leur expansion future. Laquelle des deux opinions est conforme à la vérité ? Comme toujours, c'est du terrain que viendra la réponse.

Vous dites que la mission des observateurs est destinée à témoigner des agissements des opposants au régime ; mais qu'en est-il des centaines de victimes civiles qui, selon les dires de l'opposition, tomberaient sous le feu et les bombardements aveugles de l'armée régulière ?

Tout d'abord, l'erreur est humaine et nous pouvons tous nous tromper. Ceci dit, je n'approuve pas votre usage de l'expression « bombardements aveugles » pour la bonne raison que j'ai suivi de près la situation, et que je sais qu'il n'y a pas de bombardements aveugles en Syrie ; tout comme je n'approuve pas l'expression disant que « des centaines de victimes civiles » seraient tombées. En Syrie, ce qui tue est le terrorisme téléguidé par les États-Unis et les groupes régionaux qui appellent à armer des terroristes. Posez-vous la question fondamentale ; à savoir, pourquoi ceux-là ont eu recours aux armes trois semaines après le début de leur prétendue révolution pacifique ? C'est bien parce qu'ils savaient que la majorité du peuple syrien ne sera pas tenté de suivre leurs propositions et d'accepter leurs exactions, qu'ils ont considéré que les armes étaient leur seul moyen pour renverser le gouvernement. Aujourd'hui, il s'avère qu'il y a une force intérieure et une force internationale qui les ont empêchés d'aboutir. Nous, nous disons que ceux qui tuent des civils sont responsables de cet environnement instable qui mène à ces morts parmi les civils. Autrement dit, les groupes armés tuent des civils soit directement, soit indirectement par la création d'un environnement qui appelle aux meurtres.

Pensez-vous que le consensus international pour le soutien de l'Initiative de Mr Kofi Annan puisse amener à une intervention directe en cas d'échec ? Ou bien est-ce que la ligne rouge russo-chinoise continuera à défendre le régime, abstraction faite du sort de l'Initiative onusienne ?

Ici, c'est vous qui évoquez le consensus international autour de cette Initiative. Mais, le problème est que chacun des deux camps a consenti à ce qu'il a voulu y inclure. Donc, si jamais cette mission évoluait dans un sens qui révélerait les divergences des uns et des autres, le consensus tomberait de lui-même. Je dis, dès à présent, que toute intention de modifier la mission Annan pour la transformer en une force d'intervention militaire en Syrie est une tentative vaine qui n'aboutira pas au résultat escompté ; ceci, parce que la Syrie n'est plus une île isolée sur la carte de la stratégie régionale et internationale. Désormais, elle fait partie intégrante d'une organisation internationale dont la puissance contrôle la moitié du monde, si ce n'est plus. Par conséquent, il serait stupide d'imaginer que cette organisation, qui voit dans les victoires syriennes le titre de sa propre victoire et la preuve de son retour sur la scène internationale, en arrive à se laisser tordre le cou et à céder sur ses bénéfiques. Tout discours sur une intervention militaire qui annulerait les victoires syriennes ou celles de son camp, à travers la chute de la Syrie, est un discours stérile.

On parle de corridors humanitaires...le Président français Nicolas Sarkozy en particulier... Mr Annan lui-même l'a laissé entendre... Pensez-vous que cela soit possible ?

Je ne pense pas que l'un des camps puisse obtenir par un subterfuge ce qu'il n'a pas réussi à obtenir franchement et directement. Tour à tour, maintes expressions ont été utilisées pour servir l'option militaire et renverser le gouvernement syrien par la force : assistance humanitaire, couloir humanitaire, zone de sécurité, ingérence humanitaire internationale, zone d'exclusion aérienne, zone tampon... Toutes ces expressions font partie du vocabulaire d'un ouvrage unique intitulé : « Intervention militaire étrangère en Syrie pour renverser le gouvernement et le remplacer par un autre qui l'isolerait de sa position stratégique ». C'est parce que ce titre est inacceptable et aussi parce que l'autre camp [celui de la Syrie, l'Iran, la Chine et la Russie] possède ce qu'il faut de force pour affronter l'agression, que l'une ou l'autre de ces expressions n'aura aucune chance de se réaliser sur le terrain. Ni les couloirs humanitaires, ni les zones tampons, ni même les observateurs n'ont le droit d'intervenir pour saper la souveraineté de la Syrie ; ces ruses ne pourront ni se répéter, ni réussir en Syrie, quelles que soient les circonstances.

Comment voyez-vous la position des États-Unis et leur divergence avec certains pays du Golfe quant au soutien des opposants au régime ?

A ce stade de trêve et de reprise du souffle, il nous faut clairement préciser que les USA et le Golfe ne divergent pas sur cette question, mais sont dans une distribution des rôles. Les USA, qui ont besoin d'une période de six mois de répit, paraissent tendre vers une solution pacifique. Nous ne les croyons ni de près, ni de loin. Personne du côté du camp syrien ne croit que les USA pourraient souhaiter une solution pacifique en Syrie. Jusqu'aux prochaines élections, ils ont à dissimuler leur défaite dans la région en général, et en Syrie en particulier. Leur défaite est de nature stratégique et fait qu'ils ont perdu leur pouvoir de contrôler les décisions du monde. C'est pourquoi, nous assistons à une sorte de répartition des rôles au sein du front d'attaque de la Syrie. Ces rôles peuvent eux-mêmes être répartis en trois catégories. Une première catégorie correspond à ceux qui prétendent appeler à une solution pacifique tout en y associant un ton menaçant, comme le fait Mme Hilary Clinton que l'on ne peut croire souhaiter une telle solution, mais qui fait comme si ! Une deuxième catégorie correspond aux pays du Golfe qui ne sont que des outils sans aucun pouvoir de décider par eux-mêmes. En effet, il n'est absolument pas pensable que le Qatar puisse jamais diriger le monde arabe ou le monde tout court. Il n'est que l'instrument de ceux qui se considèrent leader mondial ; à savoir, les USA qui ont effectivement pris la décision prononcée par la voix du Qatar ; cette décision étant d'armer l'opposition et de continuer à nourrir le discours en faveur d'une solution militaire. Entre les deux, une catégorie intermédiaire correspond à l'Europe qui joue actuellement un rôle de composition, plutôt ambigu, en faveur de la solution militaire. Hier même, l'Europe a envoyé à l'aéroport Beyrouth une douzaine de véhicules destinés aux observateurs, sans que personne ne le lui demande. En secret, elle encourage à armer l'opposition en vue d'une action militaire ; mais en public, elle prétend approuver et soutenir la mission Annan dans le seul but de ne pas couper certains ponts avec la Russie et la Chine. Ainsi, il est parfaitement clair pour nous, comme pour le camp pro-syrien, que le front anti-syrien s'est réparti trois rôles : pacifique, souple, et militaire. Cette distribution ne pourra pas duper le camp adverse et travailler à sa perte, à travers la Syrie.

À votre avis, quelles sont les chances de succès de l'Initiative de Mr Annan et pensez-vous qu'elle soit un bon accès au règlement politique de la crise ?

Je souhaite que l'initiative de Mr Annan réussisse dans son essence pacifique, mais il faut reconnaître qu'actuellement les chances de réussite ou d'échec sont égales ; avec cependant, une possibilité de réussite si la vigilance des syriens de l'intérieur ne faiblit pas

et leur évite de tomber dans les pièges tendus par le camp adverse.

Pouvez-vous préciser votre pensée ?

Si le camp adverse réussit à entraîner la Syrie dans l'un quelconque de ses pièges, la mission Annan échouera et les choses iront dans d'autres directions. Mais si la Syrie reste vigilante et intransigeante sur sa souveraineté, et que le camp international qui la soutient reste ferme, ce dont je suis certain ; alors, cette mission réussira car le camp adverse se rendra compte de ses limites.

Dr. Amin Hoteit

21/04/2012

Le Docteur Amin Hoteit est libanais, analyste politique, expert en stratégie militaire, et Général de brigade à la retraite.

Article original en arabe: Al Joumhouria (Revue libanaise)

<http://www.aljournhouria.com/articles/view/39126/403/خطيط:20%الميدان%20%سيحسم%20%وخبعة>
<http://www.aljournhouria.com/articles/view/39126/403/خطيط:20%الميدان%20%سيحسم%20%وخبعة>

Article proposé et traduit de l'arabe par Mouna Alno-Nakhal (Biologiste) 23/04/2012

La source originale de cet article est [aljournhouria.com](http://www.aljournhouria.com)

Copyright © [Amin Hoteit](http://www.aljournhouria.com), [aljournhouria.com](http://www.aljournhouria.com), 2012

Articles Par : **[Amin Hoteit](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca